



HAL
open science

La précarité : terreau de la défiance vis-à-vis du politique ?

Mariette Sineau, Viviane Le Hay

► To cite this version:

Mariette Sineau, Viviane Le Hay. La précarité : terreau de la défiance vis-à-vis du politique ?. Les Cahiers du CEVIPOF, 2011, La confiance dans tous ses états : les dimensions politique, économique, institutionnelle, sociétale et individuelle de la confiance, 54, pp.105-127. halshs-00628488

HAL Id: halshs-00628488

<https://shs.hal.science/halshs-00628488>

Submitted on 17 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA PRÉCARITÉ : TERREAU DE LA DÉFIANCE VIS-À-VIS DU POLITIQUE ?

Mariette SINEAU¹ et Viviane LE HAY²

Cette contribution appréhende la confiance selon une approche sociologique, mais sous un angle peu étudié jusque-là, à savoir la précarité des individus. La montée du « précaire », défini comme l'absence de sécurité dans la vie sociale et professionnelle, a été analysée de près par certains juristes comme Alain Supiot (2010), par des économistes comme Guy Standing (2011) et par des sociologues, dont les plus connus sont Robert Castel (2003 et 1995), Serge Paugam (2000) ou Dominique Schnapper (1994). Par contraste, les travaux des politologues s'intéressant aux effets politiques de la précarité sont assez rares (Cautrès et Brouard, 2006 ; Mayer et Palier, 2007). C'est à combler une telle lacune que nous nous employons ici.

L'interrogation qui fait l'objet de notre recherche se pose avec d'autant plus d'acuité dans le contexte d'une crise qui prend aujourd'hui un tour résolument social et précipite chaque jour davantage les individus dans l'insécurité. L'aggravation actuelle de la précarité est directement liée, en particulier, à la hausse

¹ Centre de recherches politiques de Sciences Po, CNRS – Sciences Po Paris.

² Centre Émile Durkheim, CNRS – Sciences Po Bordeaux.

du chômage et plus encore à l'arrivée en fin de droits de nombreux chômeurs qui ne peuvent plus bénéficier d'aucune aide sociale³. Elle tient aussi à la multiplication des temps partiels et des contrats à durée déterminée (CDD). Ces derniers, loin de n'affecter que les seuls salariés du secteur privé concernent aussi beaucoup les salariés du secteur public. En 2011, le nombre des contractuels de la fonction publique excédait les 800 000 personnes.

À partir des données du Baromètre de la confiance politique, on s'efforcera, dans ce travail, de répondre aux deux interrogations suivantes. D'une part, on vérifiera l'hypothèse selon laquelle la précarité est un facteur structurant de la défiance, envisagée sous son angle politique mais aussi interpersonnel. D'autre part, on se demandera si la dégradation de la confiance politique qui s'est produite en un an – bien lisible à travers l'évolution des attitudes de la vague 1 à la vague 2 du Baromètre – a été, ou non, plus accentuée chez les précaires que chez les actifs stables. Si tel était le cas, cela indiquerait alors que le vécu d'une précarité exacerbée par la crise a nourri la défiance grandissante des Français envers la politique.

Présentation de l'outil de mesure : l'indice de précarité

Afin de prendre la mesure des effets politiques de l'insécurité professionnelle (chômage, contrat à durée déterminée, temps partiel, etc.), nous avons élaboré un indice de précarité, qui, par définition, ne concerne que les seuls

³ Pour 2010, le nombre de chômeurs avoisine les 4 millions et celui des chômeurs en fin de droit est évalué à 1 million. Parmi eux, 600 000 personnes n'auront droit à aucune indemnité soit parce que le revenu de leur conjoint les empêche de toucher le Revenu de solidarité active (RSA), soit parce qu'elles n'ont pas cotisé assez longtemps pour bénéficier de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS). Ces chiffres s'expliquent en partie par le fait que les critères d'octroi des aides sociales ont été durcis de même que l'indemnisation du chômage.

actifs de l'échantillon du Baromètre de la confiance politique (vague 2), soit 816 personnes sur 1501.

L'outil exclut donc de son champ d'analyse les retraités et ceux qui n'ont jamais été actifs. Cet indice a été construit à partir de quatre questions. Deux d'entre elles se rapportent à la précarité objective. Sont concernés, d'un côté, les individus qui sont au chômage, à la recherche d'un premier emploi ou à temps partiel, de l'autre, ceux qui sont en contrats précaires (CDD, intérim, stage, contrat aidé). Deux autres questions, qui cernent une précarité plus subjective, sélectionnent, d'une part, les individus qui ont le « sentiment de ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du foyer » et, de l'autre, ceux qui considèrent qu'il y a « beaucoup de risque », pour qu'eux, ou quelqu'un de leur foyer, se retrouvent au chômage.

L'indice ainsi conçu comprend, après regroupement, trois valeurs : la première regroupe les actifs dits « stables » ou « protégés » n'ayant aucun élément de précarité, la deuxième valeur touche les actifs n'offrant qu'un seul élément de précarité et enfin la troisième concerne les « grands précaires », cumulant 2 à 4 attributs (regroupés ici pour des raisons d'effectifs). La répartition des actifs selon les trois positions de l'indice est la suivante : près d'un quart sont des actifs stables, quelque 40 % présentent un seul attribut de précarité et 35 % sont des « grands précaires » qui en totalisent deux ou plus (*Tableau A*).

Tableau A. L'indice de précarité, en 2010

	Effectifs	%
0 attribut	194	24
1 attribut	333	41
2-4 attributs	289	35
TOTAL	816	100

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Le groupe des actifs en situation de grande précarité (2 à 4 attributs) offre sans surprise un profil que l'on peut qualifier de surdéterminé sociologiquement. Les grands précaires sont féminins, jeunes, célibataires, peu diplômés et surreprésentés dans les catégories « employés » et « ouvriers ». Politiquement, les précaires ont tendance à pencher, plus que les actifs stables, du côté de l'extrême droite (*Tableau B*).

Tableau B. Le profil socio-politique des 3 catégories d'actifs : stables, peu précaires, très précaires, en 2010

	Stables	Peu précaires	Très précaires
% de femmes	57	46	73
% de moins de 35 ans	42	30	47
% de célibataires	18	24	24
% de diplômés < Bac	14	34	25
% d'employés	22	29	34
% d'ouvriers	14	30	31
% de vote Le Pen en 2007	9	10	13
% de proximité déclarée avec un parti d'extrême droite	8	12	13
% de très à droite sur l'axe G-D	7	9	14

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

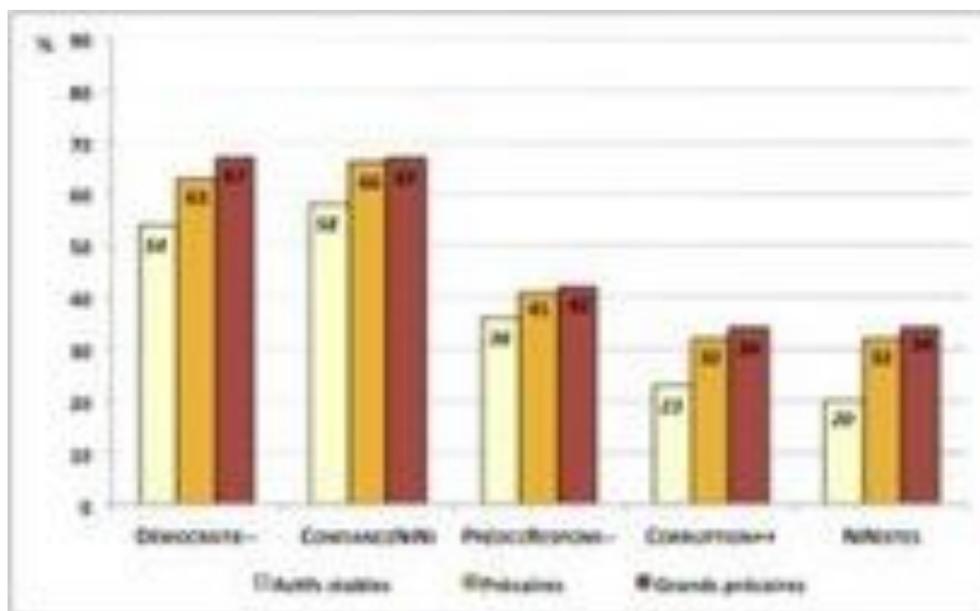
Précarité et défiance, en 2010

À partir de la vague 1 comme de la vague 2 du Baromètre, nous vérifions que la précarité va de pair avec des attitudes de défiance politique. Si l'on examine pour l'instant les seuls résultats de la vague 2, force est de constater que, sur la plupart des indicateurs utilisés, des écarts importants se font jour entre d'un côté les représentations politiques des actifs que nous qualifierons de « stables » et de l'autre les représentations politiques des actifs affectés par un ou

plusieurs attributs de précarité. Souvent supérieurs à 10 points, les écarts avoisinent parfois les 20 points de pourcentage.

Observons tout d'abord que le sentiment général de défiance vis-à-vis de la politique augmente chez les interviewés à mesure qu'ils offrent un ou plusieurs traits de précarité (*Grappe 1*). Ainsi, la proportion de ceux qui considèrent que « la démocratie ne fonctionne pas bien » passe de 54 % chez les actifs stables à 63 % chez ceux qui possèdent un attribut de précarité et à 67 % chez ceux qui en cumulent 2 ou 4. Ainsi encore, la part des interviewés tombant d'accord avec l'idée qu'« il y a plus de corruption qu'avant » passe de moins du quart à plus du tiers, en fonction des degrés de l'indice. Enfin, ceux qu'on pourrait appeler les désabusés de la politique se recrutent en priorité parmi les grands précaires : 67 % d'entre eux (contre 58 % des actifs stables) déclarent ne « faire confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays », quand plus d'un tiers (20 % des stables) se placent en situation de refus des repères traditionnels, ne se situant « ni à gauche ni à droite ». D'ailleurs, les grands précaires sont aussi, proportionnellement, les moins nombreux à croire à l'efficacité du vote pour influencer les décisions (44 % contre 55 % des actifs protégés).

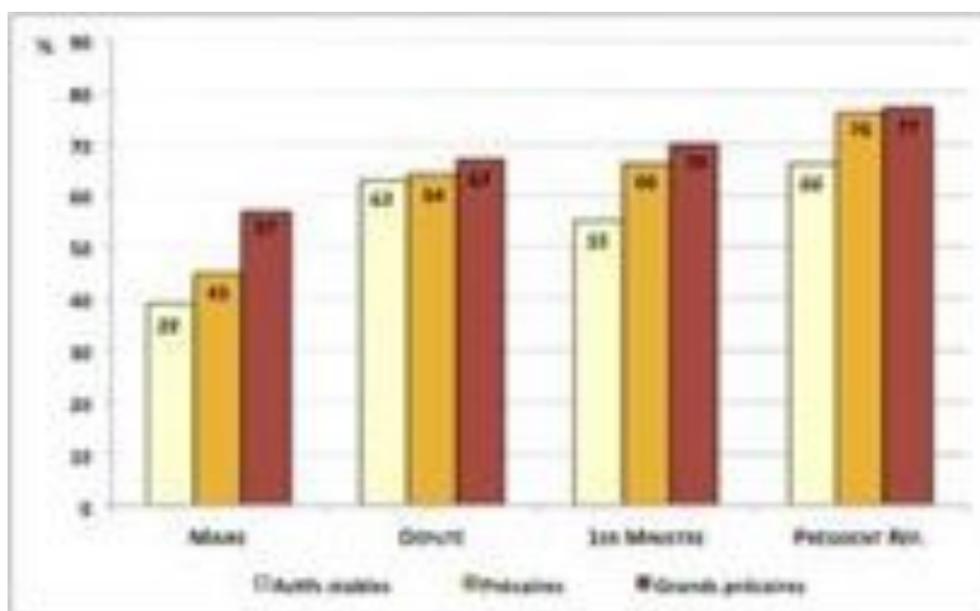
Graphe 1. La défiance générale vis-à-vis de la politique en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Considérons maintenant la défiance à l'encontre des divers acteurs de la scène politique, du maire jusqu'au président de la République. Elle augmente, elle aussi de manière plus ou moins régulière chez les interviewés, selon leur classement sur l'indice (*Graphe 2*). Tout semble se passer comme si les actifs en état d'insécurité sociale attribuaient la responsabilité directe de leur situation aux représentants qu'ils ont élus et qui se sont montrés inaptes à améliorer leur vie quotidienne.

Graphe 2. La défiance vis-à-vis des acteurs politiques en décembre 2010, selon l'indice de précarité



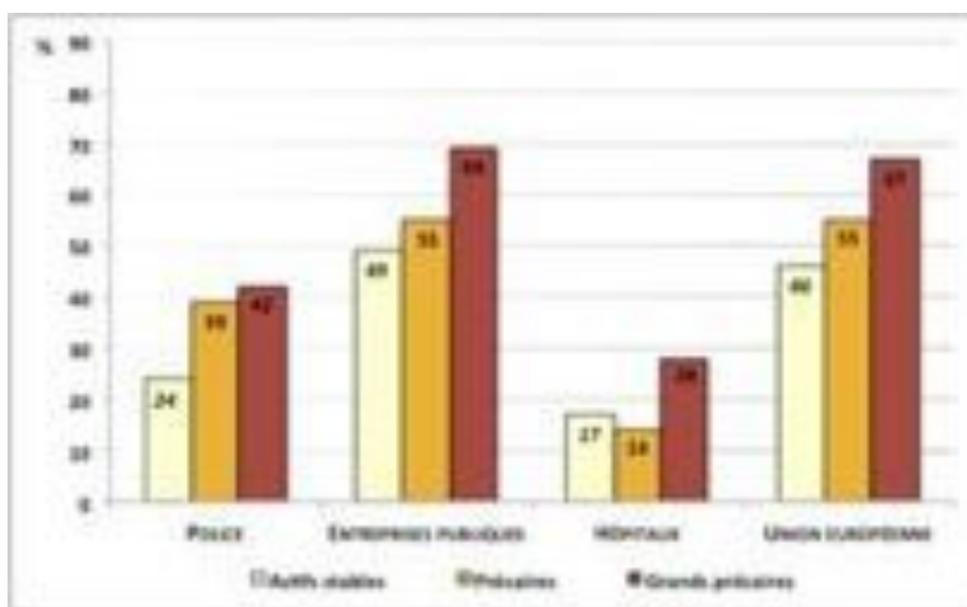
Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Les précaires comme les stables accordent plus volontiers leur confiance aux acteurs locaux qu'aux responsables nationaux (lesquels sont affectés du discrédit maximum). Toutefois, on remarque que la défiance vis-à-vis des maires est celle qui varie le plus en fonction des degrés de l'indice de précarité. Les écarts de défiance manifestée à leur endroit atteignent 18 points entre actifs stables et actifs très précaires (contre 15 points pour le Premier ministre et 11 pour le président de la République). Sans doute peut-on faire l'hypothèse que les grands précaires ont été les plus fortement déçus par des élus de proximité sur qui ils croyaient pouvoir compter, et qui, pour raison de rigueur budgétaire, n'ont pas joué autant qu'ils l'auraient dû leur rôle de bouclier contre les effets sociaux de la crise.

Si l'on examine la défiance envers certaines institutions (*Grappe 3*), on constate qu'elle va, elle aussi, *crescendo* à mesure que les individus sont marqués du sceau de la précarité. Ainsi, la défiance portée aux hôpitaux

s'accroît de 11 points quand on passe des actifs stables aux plus précaires, de 18 points s'agissant de la police, de 20 points s'agissant des entreprises publiques, et enfin de 21 points s'agissant de l'Union européenne. Là encore, les plus fragiles se montrent les plus sévères envers des institutions vues comme incapables d'assurer leur défense face aux aléas de la crise : protection de la santé, des biens et des personnes, sauvegarde des emplois et des services publics.

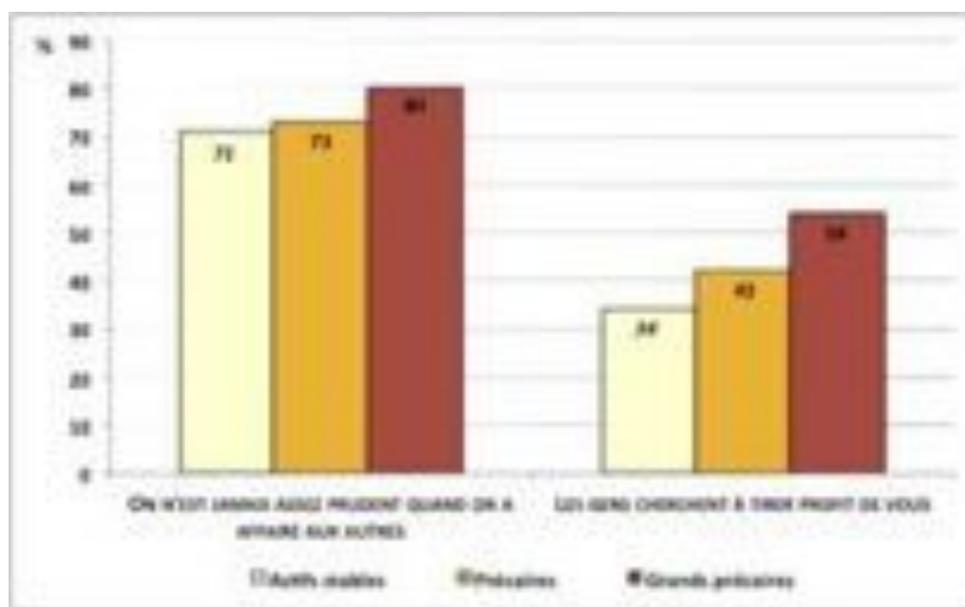
Graphe 3. La défiance vis-à-vis de certaines institutions en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Si la précarité nourrit la défiance envers la politique comme envers les acteurs qui l'animent et les institutions qui l'encadrent, elle est aussi au principe de la défiance interpersonnelle (*Graphe 4*). Ainsi, dans l'enquête 2010, la part des actifs qui pensent que « la plupart des gens cherchent à tirer profit de vous » passe du tiers (34 %) à plus de la moitié (54 %), soit un écart de 20 points, en fonction des positions occupées sur l'indice ; tandis que la part des actifs déclarant qu'« on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » passe de 71 % à 80 %.

Graph 4. La défiance interpersonnelle en décembre 2010, selon l'indice de précarité

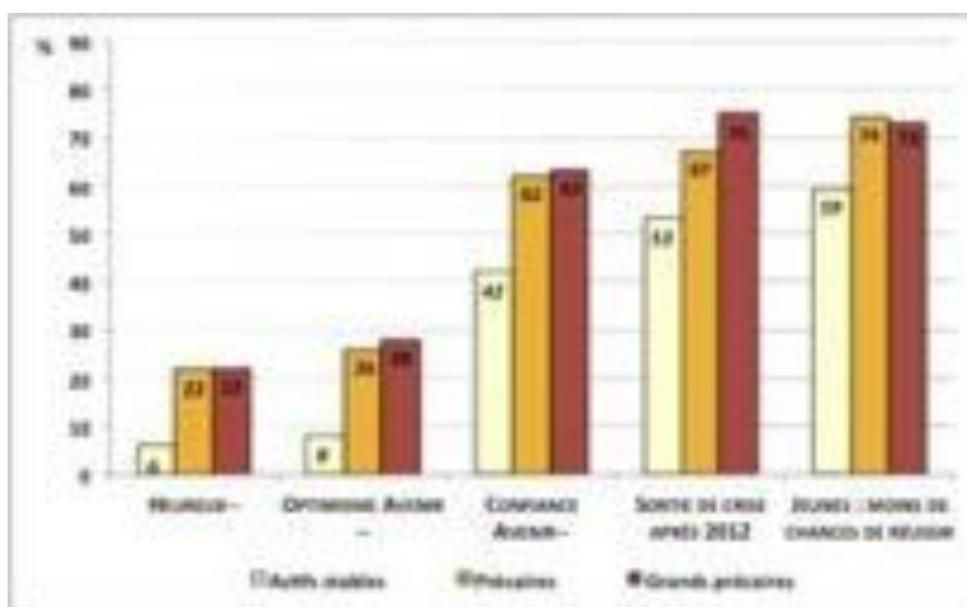


Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

La défiance politique et interpersonnelle exprimée par les précaires va de pair, chez eux, avec un profond pessimisme pour soi et pour le pays (*Graph 5*). On a une perception d'autant plus sombre de l'avenir que l'on a une conscience plus aiguë de vivre dans la précarité. Certes, les interviewés, qu'ils soient stables ou précaires, croient bien davantage à leur destin individuel et à leur « bonheur privé » qu'au destin collectif de leur pays, s'affirmant ainsi moins pessimistes pour eux-mêmes qu'ils ne le sont pour la France. Cependant, que l'on considère leur perception *ego-tropique* ou *socio-tropique*, l'une et l'autre attitudes sont structurées par le vécu de la précarité. Considérons les représentations *ego-tropiques* : le sentiment de ne pas être « heureux » passe de 6 % à 22 % (écart de 16 points) suivant les trois grades de l'indice, le fait de se dire « pas optimiste pour son avenir personnel » s'élève de 8 % à 28 % (20 points), et enfin les réponses négatives à la question : « Y a-t-il, dans les années récentes, un ou des événements qui vous ont conduit à avoir confiance dans l'avenir » grimpe de 42 % à 63 % (21

points). Examinons maintenant les représentations socio-tropiques, comme la date de « sortie de crise économique pour la France » : un peu plus de la moitié (53 %) des actifs stables la situent « plus tard » qu'en 2012 contre trois quart des plus précaires (22 points d'écart). De même, 59 % des premiers considèrent que « les jeunes d'aujourd'hui ont moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain », contre 73 % des deuxièmes (écart de 14 points).

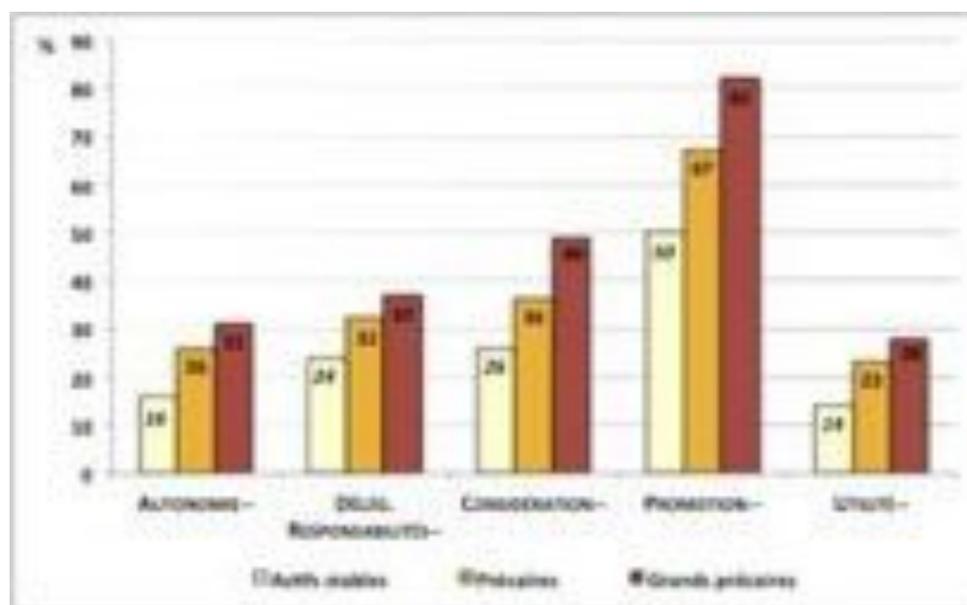
Graphe 5. La défiance personnelle, le pessimisme ego- et socio-tropique en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Enfin, l'état de précarité influence aussi, comme il est logique, le sentiment de satisfaction et d'épanouissement au travail (*Graphe 6*). Sur les questions se rapportant à l'autonomie réelle dans le travail, à la délégation de responsabilité, au sentiment d'avoir un travail « bien considéré », comme sur les questions touchant à l'espoir de promotion ou à l'utilité sociale du travail, le degré d'insatisfaction exprimé varie de 14 à 32 points d'écart en pourcentage selon les degrés de l'indice, allant parfois jusqu'à doubler, quand on passe des actifs « protégés » aux grands précaires.

Graphe 6. Le sentiment d'insatisfaction au travail en décembre 2010, selon l'indice de précarité

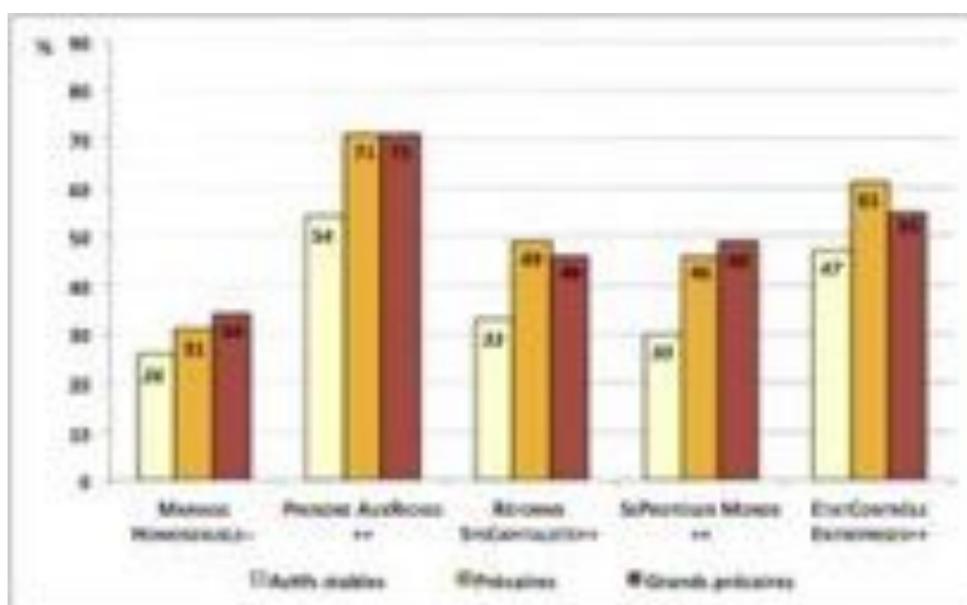


Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Au total, il est permis de conclure, à ce stade, que l'expérience vécue de la précarité semble profondément marquer les individus, les incitant à exprimer des attitudes de défiance et de pessimisme tous azimuts. Cette expérience affecte leur rapport à la politique, leur rapport aux autres et au travail. Dès lors, on ne s'étonnera guère que les grands précaires adhèrent à des valeurs spécifiques (*Graphe 7*). Ils sont un peu moins souvent portés à adhérer aux normes du « libéralisme culturel » : c'est le cas lorsqu'il s'agit d'accorder aux couples homosexuels le droit de se marier civilement (8 points d'écart). Leurs positions sur la peine de mort et la peur de l'immigration, en revanche, ne les différencient guère de celles des actifs stables (respectivement + 2 points et + 4 points). En réalité, ce sont surtout leurs choix de politique économique qui les font se distinguer des actifs stables. Les grands précaires sont en demande d'une politique redistributive qui « prenne aux riches pour donner aux pauvres » (+ 17 points) et souhaitent voir

réformer en profondeur un système capitaliste qui les laisse sur le chemin (+ 13 points). Enfin, ils sont en demande d'un État plus interventionniste vis-à-vis des entreprises (+ 8 points), tandis qu'ils adhèrent à un protectionnisme économique susceptible de préserver la France du vent mauvais de la concurrence, dans un « marché total » vu comme potentiellement destructeur d'emplois (+ 19 points).

Graph 7. Valeurs culturelles et choix économiques en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Ainsi, la précarité inciterait bien moins les individus à épouser des normes autoritaires au plan culturel qu'à rallier les valeurs de l'antilibéralisme économique. Ce constat est d'une grande importance dès lors qu'on s'interroge sur l'efficacité de la campagne de Marine Le Pen, plus souvent portée à dénoncer les méfaits de la mondialisation néo-libérale et à délivrer un discours « social » qu'à s'insurger par exemple contre le mariage homosexuel. Le discours de la présidente du Front a d'autant plus de chances d'être entendu des précaires qu'ils sont les plus sceptiques quant à la capacité des forces traditionnelles, de gauche comme de droite, à résoudre les problèmes qui les touchent de plein fouet : chômage, pouvoir d'achat, insécurité, fiscalité. Sur toutes ces questions, ils se donnent à voir comme

les grands désenchantés de l'action politique : plus de dix points les séparent des actifs stables.

« L'effet précarité » à l'épreuve de la régression logistique

La question qui se pose *in fine* est de savoir si « l'effet précarité » observé dans notre recherche à partir de tris croisés se maintient, toutes choses égales par ailleurs. L'interrogation est d'autant plus fondée que la population des grands précaires que nous étudions est, nous l'avons dit dès l'introduction, une population très typée d'un point de vue sociologique, surreprésentée en particulier chez les femmes, mais aussi chez les jeunes et les non bacheliers. Par conséquent, on pourrait penser que, derrière l'effet précarité, se dissimule en réalité un *artefact* lié aux effets déterminants de l'une ou l'autre de ces variables.

Pour vérifier ou infirmer cette hypothèse, nous avons réalisé des modèles de régressions logistiques, qui, pour les principales variables de comportement politique étudiées, contrôlent, outre les effets de la précarité, ceux du sexe, de l'âge, du diplôme et de la catégorie d'agglomération. Les résultats confirment – une fois prises en compte ces caractéristiques sociodémographiques traditionnelles – un très large maintien des effets de la précarité sur les attitudes politiques. Sur les 33 variables prises en compte⁴, seules cinq ont infirmé notre

⁴ Variables testées (les variables en gras indiquent celles pour lesquelles, *ceteris paribus*, l'effet précarité n'est pas significatif) : Fonctionnement de la démocratie / Préoccupation des responsables politiques pour les gens / Évolution du niveau de la corruption / **Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner** / Positionnement sur une échelle gauche-droite / Confiance dans son maire / **Confiance dans son conseiller général / Confiance dans son conseiller régional / Confiance dans son député** / Confiance dans son député européen / Confiance dans le Premier ministre actuel / Confiance dans le président de la République actuel / Confiance dans la police / Confiance dans les entreprises publiques / Confiance dans les hôpitaux / Confiance dans l'Union européenne / « **On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres** » / « Les gens cherchent à tirer profit de vous » /

hypothèse de départ, selon laquelle la précarité serait un facteur structurant de la défiance à la fois d'un point de vue politique, mais aussi interpersonnel⁵ : pour seulement cinq variables, l'effet précarité n'est pas significatif⁶. Cela indique que, *ceteris paribus*, le fait pour un individu de se trouver confronté à l'insécurité professionnelle ou à des difficultés d'ordre financier influe de façon incontestable sur les dimensions étudiées. Dans 28 cas sur 33, il ne s'agit en aucun cas d'un *artefact* lié à l'étude d'une population jeune, féminine et peu diplômée en particulier.

Deux constats complémentaires affinent cette conclusion préliminaire. Tout d'abord, c'est la première marche vers la précarité, c'est-à-dire le fait de présenter *au moins* un attribut de précarité, qui marque le passage vers la défiance. Autrement dit, ce sont les populations stables qui se distinguent de l'ensemble des populations non stables par une plus grande confiance et un optimisme exacerbé. Un seul pas vers la précarité suffit à ouvrir les vannes de la défiance, qu'elle soit politique ou interpersonnelle, ce qui a pour effet indirect, toutes choses égales par ailleurs, de réunir précaires et grands précaires autour d'un sentiment commun de défiance et de pessimisme.

En second lieu, si cinq variables ne vérifient pas cette tendance⁷, elles témoignent en réalité d'une dynamique temporelle des représentations et d'un effet de contexte particulièrement intéressant à souligner. En

Sentiment d'être heureux / Optimisme pour son avenir personnel / Perte de confiance dans l'avenir / État d'esprit actuel : méfiance / État d'esprit actuel : lassitude / Date de sortie de crise de la France / « Les jeunes auront moins de chances que leurs parents de réussir dans la société / Travail : autonomie / Travail : délégation de responsabilité / Considération dans le travail / Travail : espoir d'une promotion / Travail : impression de servir à quelque chose / « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » / Souhaite réformer le système capitaliste en profondeur / Estime que la France doit se protéger du monde d'aujourd'hui.

⁵ Pour le lecteur désireux de disposer de plus amples informations relatives aux résultats issus des régressions, il est possible de contacter les auteurs (mariette.sineau@sciences-po.fr ; v.le.hay@sciencespobordeaux.fr).

⁶ Il s'agit plus concrètement et fort logiquement des variables pour lesquelles l'écart entre « stables » et « grands précaires » est le plus faible, inférieur à 10 points de pourcentage.

⁷ Rappelons-les : Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner / Confiance dans son conseiller général / Confiance dans son conseiller régional / Confiance dans son député / « On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

effet, et cela sera approfondi dans la section suivante, les réponses enregistrées à partir de ces variables sont le symptôme d'une trajectoire spécifique des actifs stables : plus confiants que les précaires à la fin de l'année 2009, ils rejoignent ces derniers de façon spectaculaire en décembre 2010. Dès lors, si l'effet précarité disparaît en deuxième vague du Baromètre de la confiance politique pour certaines variables, cela peut également être interprété comme le signe d'un contexte politique peu propice à la confiance, et au sein duquel la défiance, qui touchait jusqu'alors les plus démunis, gagne désormais l'ensemble de la population (*Grappe 9* par exemple). Cette dernière hypothèse, qui appréhende les dimensions de la confiance dans une perspective dynamique (entre décembre 2009 et décembre 2010), fait l'objet du paragraphe à venir.

Le rôle des précaires dans la dynamique de défiance (2009-2010)

La question à laquelle nous voudrions répondre maintenant est la suivante : la dégradation de la confiance politique qui s'est produite en un an est-elle plus prononcée chez les actifs précaires que chez les actifs protégés ? Pour répondre à cette interrogation, nous allons comparer l'évolution des attitudes, de la vague 1 à la vague 2 du Baromètre, chez les trois catégories de répondants : actifs stables, actifs peu précaires, actifs très précaires. Nous présentons les résultats sous forme de courbes. Ces images, qui sont aussi des outils d'analyse, sont à interpréter à l'aune de deux critères : d'une part l'évolution différentielle des attitudes vers plus ou moins de défiance (écarts en points de pourcentage), d'autre part le niveau même de la défiance. Notre interprétation se fonde ici essentiellement sur les représentations graphiques qui suivent. Cependant, nous ne nous sommes pas contentées de raisonner à partir des seuls écarts de pourcentage mesurés en

points pour comparer l'importance relative des évolutions temporelles entre actifs stables, actifs peu précaires et actifs très précaires. L'ensemble des conclusions énoncées ici ont été contrôlées par le calcul d'un indicateur qui permet de comparer le niveau d'une hausse ou d'une baisse *de façon relative*, en tenant compte du point de départ⁸ : il s'agit de la transformation logistique, encore appelée *logit*. La mesure en termes de *logit* présente un ensemble de propriétés qui la rendent préférable à toute autre : en effet, « elle ne donne un poids excessif ni aux fortes variations relatives affectant de petites proportions, ni aux fortes variations absolues affectant de fortes proportions »⁹. Nous avons vérifié par le calcul des *logits* que les tendances observées n'étaient pas le produit d'un *artefact*. En d'autres termes, les évolutions enregistrées à partir des graphiques utilisés ne sont pas des « trompe-l'œil » et se trouvent confirmées par l'utilisation des *logits* : les pentes des courbes, plus ou moins accusées selon que l'on considère les actifs stables, les actifs peu précaires ou les actifs très précaires, peuvent être interprétées directement comme des dynamiques plus ou moins prononcées vers la confiance ou la défiance.

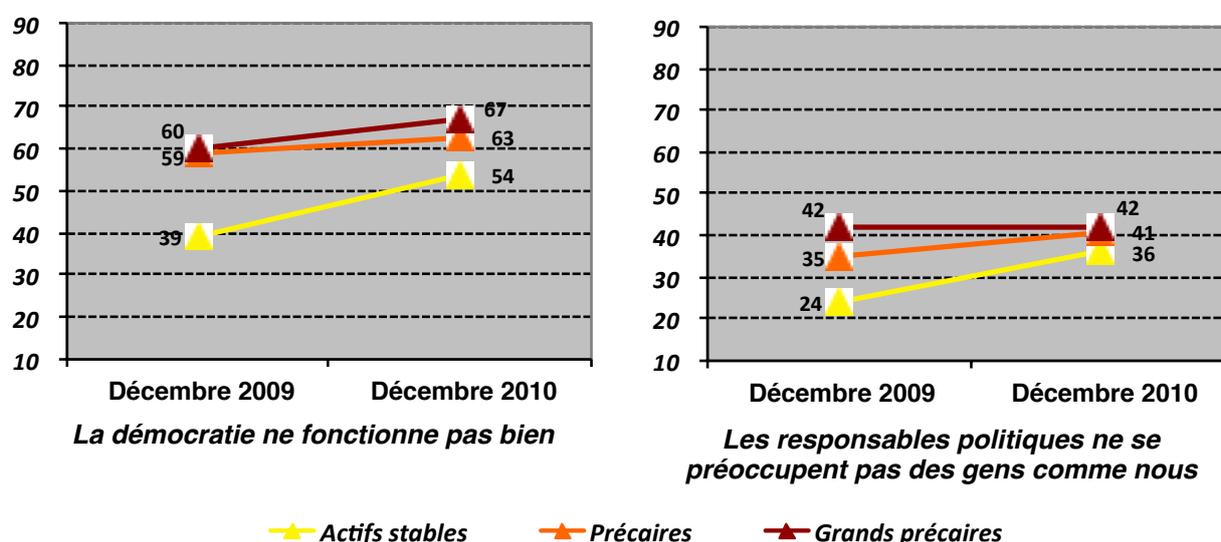
Dès lors, nous aurons l'occasion d'observer que la dégradation de la confiance politique qui s'est produite de 2009 à 2010 n'est pas toujours à imputer aux plus précaires. Le constat, nous allons le voir, est variable selon les indicateurs. Ainsi, les jugements négatifs visant le fonctionnement du système démocratique – en hausse chez les trois catégories d'actifs – ont progressé davantage chez les stables (+15 points) que chez les précaires (+7 points). Chez les premiers, la proportion d'opinions négatives s'élève de moins de 40 % à plus de la moitié, quand chez les précaires, elle ne progresse que de 60 % à 67 % (*Grappe 8*). C'est aussi chez les actifs stables qu'augmente le plus fortement la défiance envers

⁸ Étant entendu qu'une augmentation de 10 points de 2% à 12% (ou la tendance initiale est multipliée par 6) ne peut être interprétée à la même aune qu'une augmentation de 10 points de 40% à 50% par exemple.

⁹ Cf. Nicole Tabard, Alain Chenu, « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population*, 48 (6), p. 1766.

des responsables politiques perçus comme indifférents aux besoins des citoyens. Pour expliquer ces résultats, on peut faire l'hypothèse suivant laquelle le contexte économique et social est perçu comme si dégradé, la crainte du chômage si forte, pour soi et pour les proches, que même les plus protégés des actifs en viennent à perdre foi dans le système comme dans les acteurs politiques. Il se produit ainsi une sorte d'arasement général du socle de confiance.

Graphe 8. L'évolution de la défiance générale vis-à-vis de la politique entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)

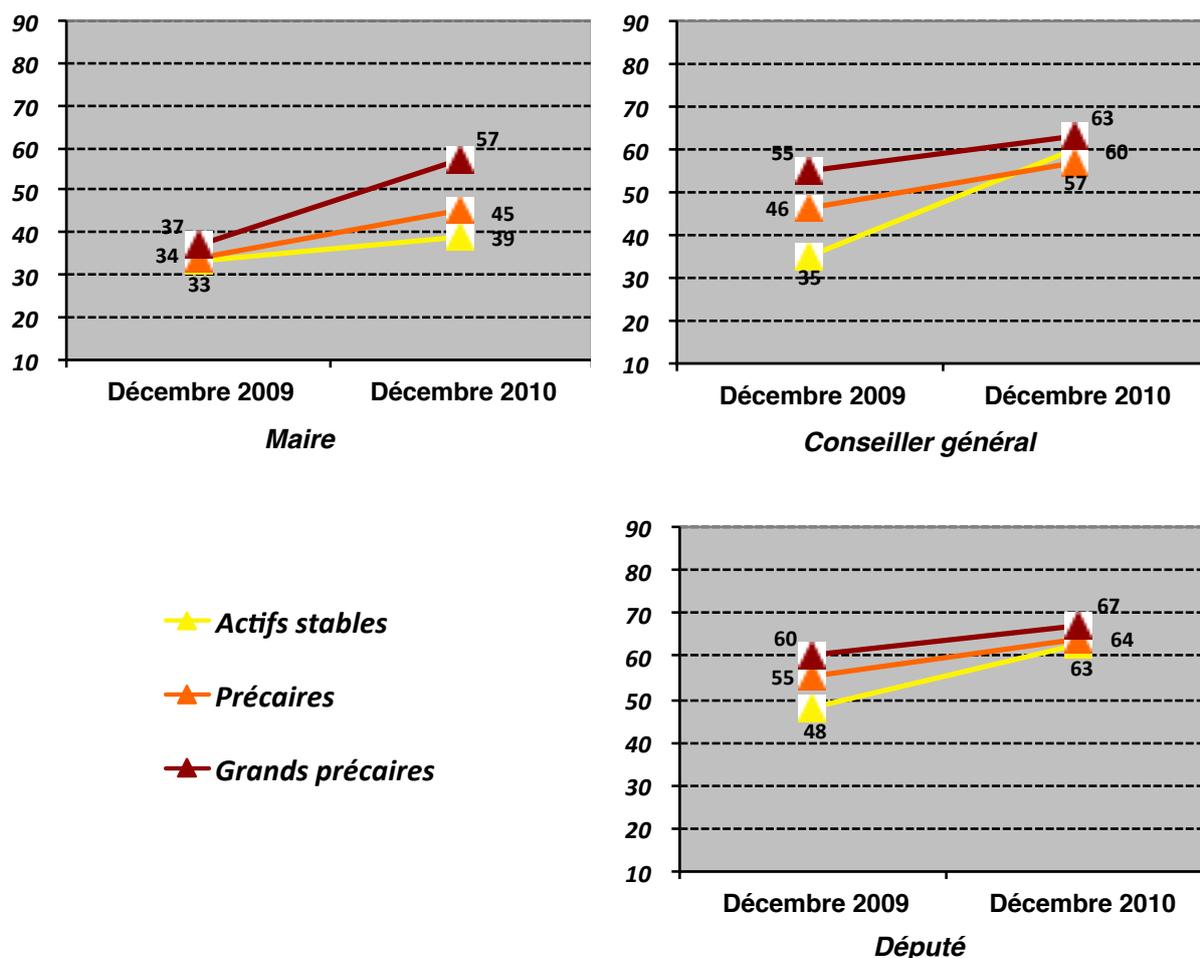


Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Considérons maintenant le niveau de défiance vis-à-vis des acteurs locaux que sont les maires : assez peu élevé en 2009, chez les trois catégories d'actifs (variant de 33 % à 37 %), il a augmenté de façon spectaculaire chez les grands précaires, passant de 37 % à 57 % (*Graphe 9*). En un an, les premiers magistrats ont gardé la confiance des actifs protégés mais ont perdu celle des actifs les plus affectés par le vécu de la précarité. Sans doute peut-on émettre l'hypothèse raisonnable que, pour des raisons budgétaires, ces élus de terrain ont été dans l'incapacité grandissante de répondre à toutes les demandes d'aide et

d'allocation émanant de ceux de leurs administrés en voie de précarisation, en mal d'emploi, de logement et de ressources.

Graph 9. L'évolution de la défiance vis-à-vis des acteurs politiques entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)



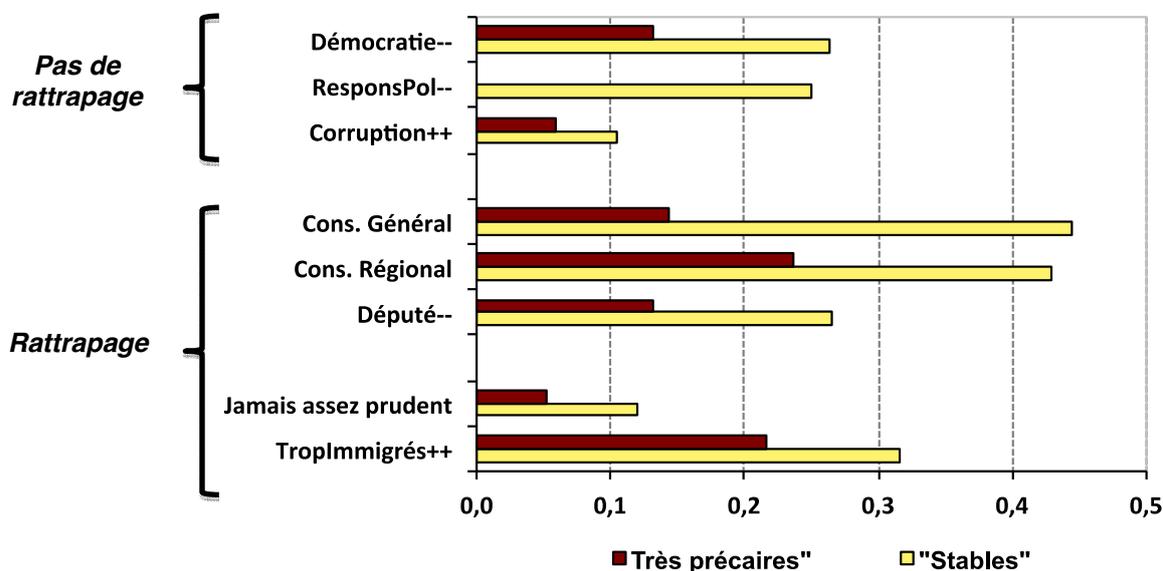
Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Au contraire, le niveau de défiance vis-à-vis des conseillers généraux comme vis-à-vis des députés, qui était assez bas chez les actifs stables en 2009, atteint chez eux des sommets en 2010 (progressant de +25 points et +15 points). Autrement dit, les élus de la nation comme les élus du département qui, en 2009, n'avaient perdu que la seule confiance des précaires, sont, en 2010, touchés par le discrédit de l'ensemble des actifs, stables compris. Au fur et à mesure que la

crise fait sentir ses effets délétères sur la société, la défiance envers les responsables se généralise jusque et y compris au sein des segments aujourd'hui indemnes de l'expérience de la précarité.

Cette dynamique spécifique des actifs stables explique, comme nous l'avons précédemment souligné, le fait que l'effet précarité disparaisse *ceteris paribus* dans certaines situations particulières. Il s'agit en réalité d'un cas de figure bien spécifique, qui voit la défiance des actifs stables augmenter à un point tel qu'ils rejoignent les niveaux atteints par les plus précaires, pour ne plus les différencier. On peut observer un effet de rattrapage des positions des plus favorisés vers celles des plus précaires, à partir de plusieurs autres variables. Cela signifie alors qu'entre les deux vagues d'enquête, la défiance des stables augmente plus vite que celle des plus précaires. Ce phénomène peut-être illustré en se fondant sur les *logits* (*Graphes 10*). Pour ces variables néanmoins (fonctionnement de la démocratie, préoccupation des hommes politiques pour les gens, évolution du niveau de la corruption), des écarts significatifs en régression se maintiennent encore en 2010, indiquant en quelque sorte que le phénomène de rattrapage n'est pas achevé.

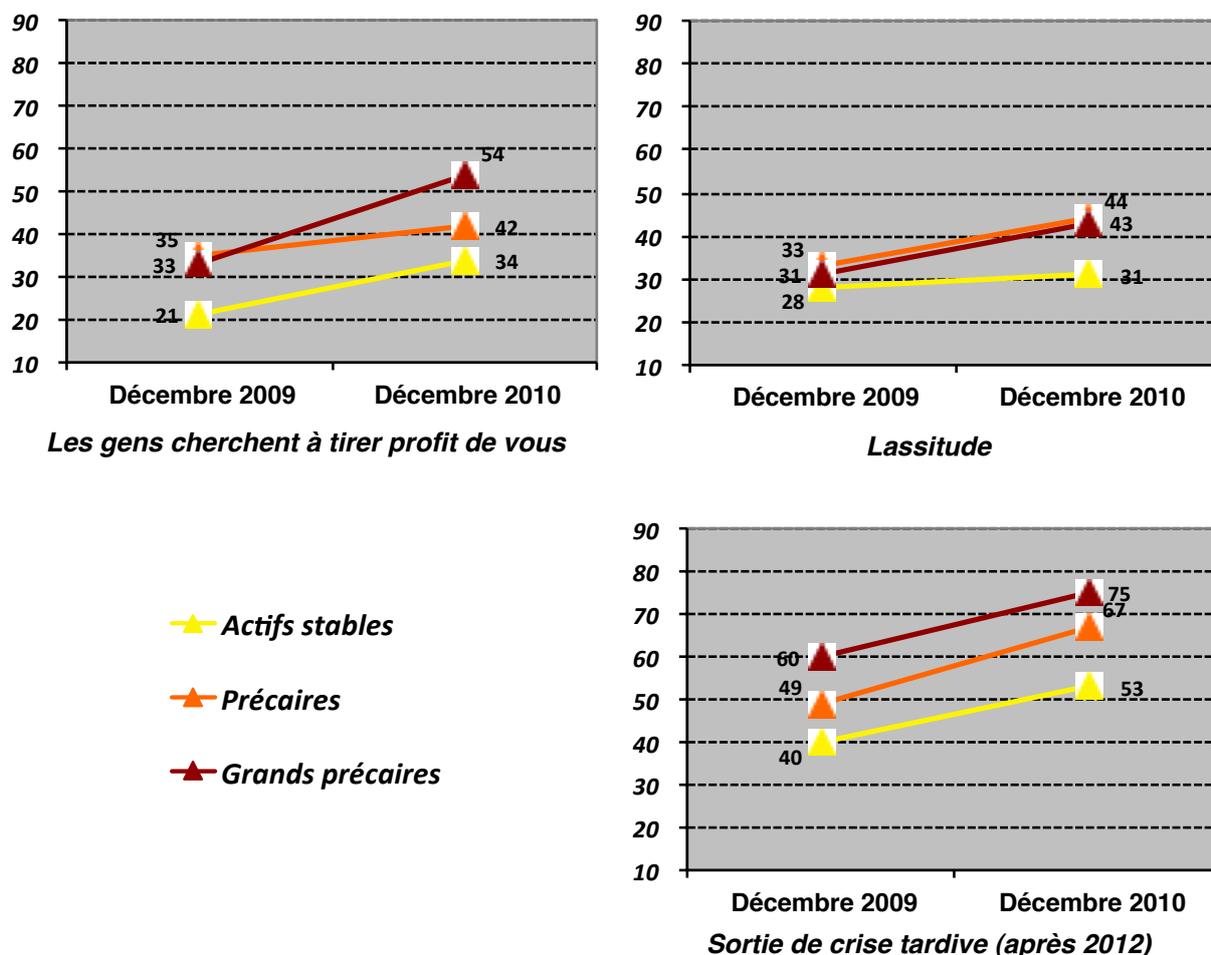
Graphe 10. Variables pour lesquelles la défiance des « stables » augmente plus vite que celle des « très précaires » (mesures du *logit* entre les deux vagues d'enquête)



Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Si, en un an, la défiance politique a eu tendance – sauf exception – à diffuser au-delà du cercle des seuls précaires pour concerner aussi les actifs protégés, en revanche, la hausse de la défiance interpersonnelle et du pessimisme pour le pays émane en priorité des précaires. En un an, la part de ceux qui pensent que les gens cherchent à tirer profit de vous a progressé de 19 points chez eux contre 13 chez les stables. En un an, la part de ceux qui sont touchés par la lassitude a progressé de 11 points chez les premiers contre 3 chez les seconds. Quant à la progression du pessimisme socio-tropique, évalué à partir de la date de sortie de crise pour la France, elle est aussi plus prononcée chez les précaires (*Graphe 11*).

Graphe 11. L'évolution de la défiance interpersonnelle, personnelle et du pessimisme socio-tropique entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)

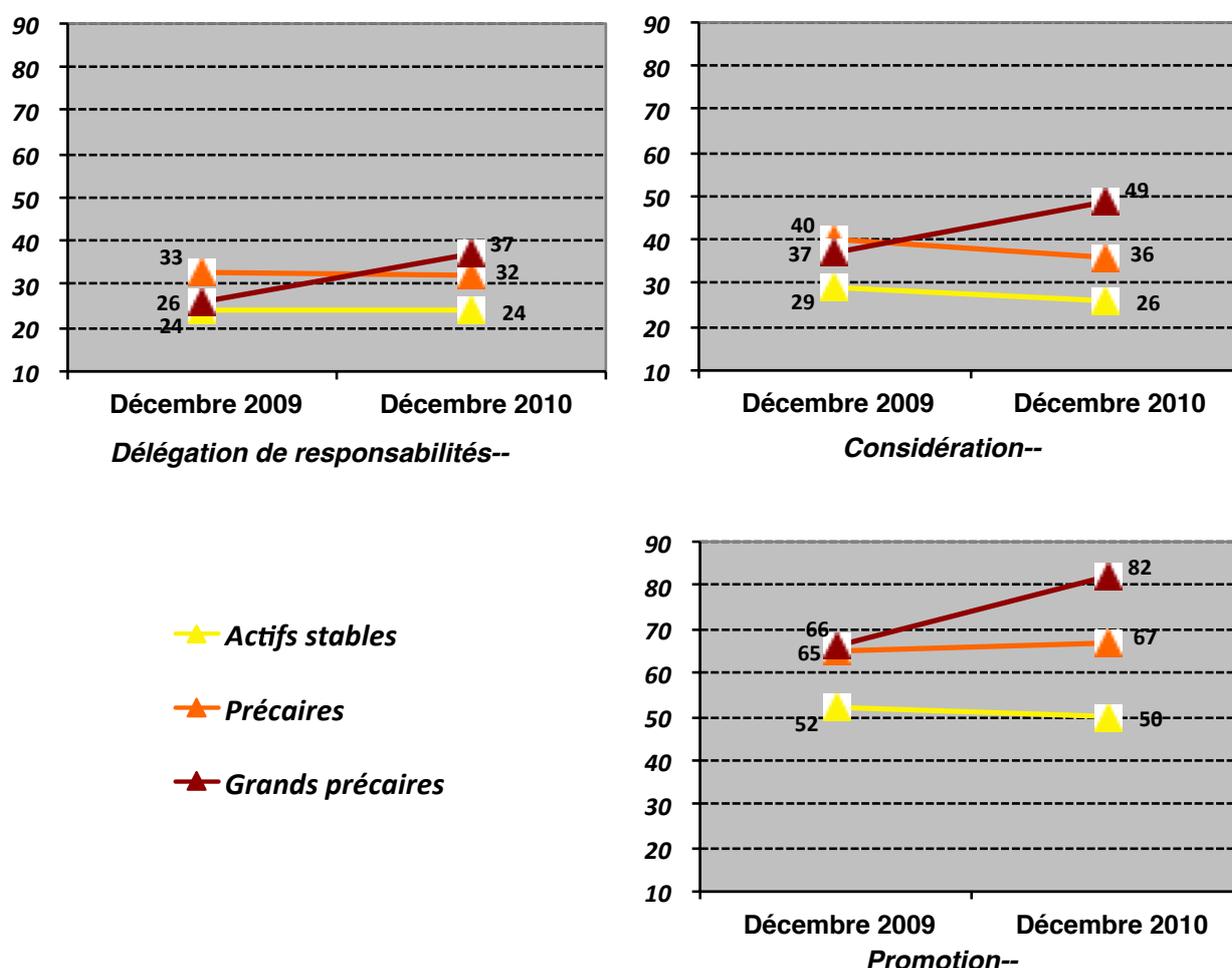


Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Enfin, on observera que le sentiment d'insatisfaction et, pourrait-on dire, de désespérance au travail a, en un an, subi une montée en flèche chez les grands précaires, alors même que les actifs stables ou ne présentant qu'un seul attribut de précarité sont, quant à eux, restés très constants sur cette dimension. Le fait est avéré quand on considère les items relatifs à la délégation de responsabilité, à la considération qui entoure le travail et enfin aux chances de promotion (*Graphe 12*). Le temps a fait ici son œuvre de sappe : l'expérience de la

précarité sur une durée longue, en l'occurrence une année, aboutit à ce que les actifs qui la subissent soient les plus nombreux, proportionnellement, à voir en noir leurs perspectives professionnelles, et à perdre espoir que leur statut s'améliore, alors même qu'ils n'apparaissent pas les plus désabusés en décembre 2009.

Graph 12. L'évolution de l'insatisfaction au travail entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)



Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Au terme de cette recherche, trois points méritent d'être soulignés. On a pu démontrer empiriquement, à partir des enquêtes du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, que le vécu de l'insécurité sociale est au cœur de la défiance envers la politique et les acteurs de la démocratie. Il est aussi à

la base de la défiance envers les autres. Par ailleurs, les précaires se définissent moins par des valeurs autoritaires et ethnocentriques (comme le rétablissement de la peine de mort ou la peur des immigrés) que par des préoccupations de nature économique et sociale, qui laissent transparaître leur besoin de protection face aux aléas de la crise¹⁰. Enfin et surtout, l'évolution des représentations politiques de 2009 à 2010 permet de souligner l'émergence d'un phénomène de halo. Les acteurs de la scène politique ont d'abord perdu la confiance des éléments les moins intégrés socialement, soit les plus précaires, ceux-là mêmes qui, en général, nourrissent l'abstentionnisme ordinaire. En 2010, ces mêmes acteurs sont, à presque tous les niveaux de la hiérarchie du pouvoir, en passe de désespérer aussi les citoyens qui montrent les signes d'une intégration réussie par le travail et le niveau de revenus. Nos résultats d'enquête sont à rapprocher de comportements électoraux bien réels, à savoir le taux record d'abstention enregistré aux cantonales 2011. Quand plus de 55 % de l'électorat décide de s'abstenir, on peut légitimement supposer que ce boycott des urnes n'émane pas seulement des citoyens les plus fragiles, en état d'auto-exclusion politique. Mais qu'il s'agit d'un acte-sanction témoignant d'une perte de confiance collective des citoyens ordinaires.

¹⁰ Un sondage *CSA/ 20 Minutes/BFMTV/RMC* réalisé les 28 et 29 mars 2011 auprès de 1004 personnes montre d'ailleurs que pour l'ensemble des Français, l'immigration (13%) et l'insécurité (17%) ne sont pas les priorités des sondés mais bien la lutte contre le chômage (48%) et l'amélioration du pouvoir d'achat (44%).